COMMISSION LOCALE D'INFORMATION

Pôle chimique sud de Toulouse

22 septembre 2003

Pour la première séance de rentrée post estivale, Jean Mahenc, le président de l'instance a souhaité qu'elle soit consacrée à une sorte d'autocritique du fonctionnement de la CLIP afin de gagner en efficacité et en pertinence. Jean Mahenc y voit pour sa part l'affirmation de la volonté de recherche permanente de sécurité. « En effet, la sécurité commence par la remise en cause périodique de ce qui pourrait passer pour établi. Ce serait oublier que l'accident menace lorsque s'installe la routine et que la vigilance s'assoupit ». La séance sera également marquée par la visite du nouveau préfet, Jean Daubigny qui a succède à Hubert Fournier, promu à d'autres fonctions d'ordre diplomatiques. Il dira à quel point il mesure le traumatisme que la catastrophe du 21 septembre a engendré.

Qu'apporte la future loi aux organismes de concertation tels que la CLIP ?

Suite à l'adoption de la nouvelle loi sur l'environnement votée à l'assemblée nationale, Jean Mahenc a demandé à Roland Marty (représentant préfecture) de présenter les implications pour les organismes de concertation déjà en place ou à mettre en place. Il fait le point sur les principales avancées de la future loi.

Votée le 30 juillet 2003 à l'Assemblée nationale, la loi relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages est actuellement en seconde lecture au Sénat. « Renforcer la concertation et l'information du public, maîtriser l'urbanisation et l'information du public, prévenir les risques à la source, mieux garantir l'indemnisation des victimes » en sont les quatre principes directeurs. La création des comités locaux d'information et de concertation sur les risques technologiques s'inscrit précisément dans cette volonté de renforcer la concertation et l'information du public. Ces commissions, dont la composition est fixée par décret, ne concernent que les installations classées « Seveso » et peuvent être constituées pour un site industriel ou un bassin industriel comportant au moins une installation classée. Pour le reste, la loi est encore succincte. Elle stipule que l'organisme peut faire appel à des compétences d'experts externes, participé à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques (PPRT), lequel peut influencer les règles en matière de maîtrise d'urbanisme. Enfin, le fonctionnement de la CLI est assuré par l'Etat.

La maîtrise de l'urbanisation est donc un autre des points clés de la loi, qui, par le biais de l'élaboration des PPRT, entend limiter les constructions et prescrire les travaux de prévention. Par ailleurs, les propriétaires désireux de quitter la zone disposeront désormais d'un droit de

délaissement en vertu duquel ils pourront mettre en demeure les collectivités locales d'acheter leur bien. La loi étend également au risque technologique la possibilité d'exproprier, après déclaration d'utilité publique, les biens immobiliers soumis à un risque majeur (possibilité offerte jusqu'alors aux seuls risques naturels).

En sus de l'étude de danger que doit soumettre tout industriel à la préfecture pour obtenir son autorisation d'exploitation, les exploitants des nœuds de transport (ports, gares de triage, plates-formes multimodales, infrastructures routières) devront également réaliser une étude de danger dans un délai de trois ans.

La loi acte par ailleurs le renforcement de la sécurité du personnel (formation des entreprises sous-traitantes, évaluation à risques conjointe entre une installation classée et ses sous-traitants) et conforte les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT). Tous les établissements présents dans le périmètre du PPRT devront disposer d'un CHSCT, élargi aux entreprises sous-traitantes et aux représentants de leur salarié. Il sera consulté sur toute décision nouvelle de sous-traiter une activité génératrice de risques. Le temps accordé aux représentants du personnel est en outre majoré de 30 %.

Concernant l'indemnisation des victimes, les exploitants de sites classés devront faire estimer le coût des dommages matériels qu'un accident pourrait provoquer aux alentours et indiquer dans leur rapport annuel les moyens prévus pour gérer l'indemnisation d'éventuelles victimes, qui devront être attribuées dans un délai de trois mois. Enfin, après fermeture d'une installation classée, l'exploitant est tenu de dépolluer le site et les terrains avoisinants. Les entreprises sont tenues à cet égard de se doter des capacités techniques et de constituer des garanties financières pour faire face aux travaux de dépollution à réaliser.

La non-information au préfet d'un changement de capacité sera passible de prison et d'amende. Par ailleurs, à chaque changement notable des conditions d'exploitation, l'industriel est tenu d'actualiser l'état de pollution de son site.

Analyse de fonctionnement de la CLI

Beaucoup de critiques sont émises de part et d'autre sur le mode de fonctionnement de la CLI. S'il ne fallait retenir que quelques-unes, en l'occurrence les plus récurrentes, il faudrait souligner le souhait d'avoir plus de remontées dans les séances plénières du travail qui est fait dans les groupes de travail, la volonté également d'adopter une plus grande rigueur dans l'organisation et la méthode de travail des plénières, dont l'ordre du jour, soit, ne satisfait pas pleinement, soit n'est pas accompagné des documents de travail qui permettraient de préparer les séances et de travailler plus efficacement. L'organisation du secrétariat et la diffusion des comptes-rendu posent manifestement problème. Le collectif d'associations demeure le plus sévère. Si la DRIRE reconnaît qu'il n'est pas encore possible de parler de concertation, elle note cependant que le dialogue entre des personnes qui s'entre-déchiraient a été renoué et que l'attitude de l'industriel est satisfaisante. Les autres administrations considèrent la CLI comme une expérience positive dans la mesure où elle a permis des contacts réguliers avec les autres administrations et avec les acteurs du monde de l'entreprise. Les exploitants jugent cette expérience plutôt satisfaisante et entendent entretenir la transparence et la communication.

Tous concèdent que la CLI demeure, avec le SPPPI, des lieux de recueil d'informations.

Voici par collègue les principales observations soulignées

Observations communes du Collectif « Plus jamais ça, ni ici ni ailleurs », des Comités de quartier et des Amis de la terre

Ils ont pris l'initiative de rédiger un document, à prendre comme un courrier adressé à l'ensemble des membres de la CLI, qui est un ensemble d'observations faites à la fois sur le fonctionnement de la CLI et le projet de PPI.

Au titre des remarques sur la CLI, ils soulignent que cette commission, créée dans le prolongement des travaux de Fiterman avec pour vocation de favoriser la concertation autour des problèmes industriels, ne dispose d'aucune personnalité juridique, d'aucun moyen financier et d'aucun pouvoir. Les objectifs demeurent flous. Elle ne dispose pas davantage d'adresse postale, ni même de règlement intérieur. Le secrétariat est assuré par le personnel de la DRIRE mais la liste de diffusion des comptes- rendu est inconnue. Le secrétariat du groupe de travail PPI a du être assuré par les associations. L'ordre du jour des plénières est annoncé tardivement et aucun document de travail n'ait fourni. Les thèmes des groupes de travail ont été choisis par le président, qui a refusé la constitution d'un groupe de travail « Avenir du site », que proposaient les salariés. En revanche, ils reconnaissent que la CLI est le seul endroit avec le SPPPI où il est possible d'obtenir de l'information.

« Le manque de rigueur dans le fonctionnement associée à une culture de la démocratie mal partagée conduit à une faible efficacité. Nous ne voyons pas comment la généralisation par la loi Bachelot de type d'instance de concertation pourrait permettre d'améliorer la sécurité et l'information des populations riveraines des sites à risques en France. De plus, quand nous voyons quel cas il est fait de l'avis des populations riveraines à Toulouse, nous nous inquiétons sérieusement sur la considération dont bénéficient les riverains des installations Seveso qui n'ont pas (encore ?) subi de 21 septembre ».

Sur le PPI, le collectif regrette que l'exercice grandeur nature que fut la catastrophe du 21 septembre pour le PPI 1989 n'ait pas servi à enrichir le projet du futur PPI.

En comparant les deux plans d'intervention de 1989 et de 2003, la seule amélioration qu'ils aient relevée concerne la communication des études de danger. En dehors de cela, ils estiment que le projet 2003 est très en retrait du document de 1989 et qu'en cas de nouvelle catastrophe, le PPI ne serait pas plus opérationnel que le précédent. Quant à méthode employée pour élaborer le PPI 2003, ils estiment qu'elle n'a pas fait appel à la concertation en soulignant notamment que bien peu de propositions émises lors des séances de travail du groupe PPI se retrouvent dans le projet.

Ils étayent leurs remarques en notant que dans le PPI de 1989, qui n'avait jamais été réactualisé malgré l'obligation légale d'une révision quinquennale et les nombreuses modifications et augmentation des capacités de production, aucune étude de danger ne prévoyait d'explosion, seuls étaient envisagés des nuages toxiques. A nouveau, pour l'élaboration du futur PPI 2003, aucune étude de danger n'envisage d'explosion alors que les fiches produits mentionnent toutes le caractère explosif des produits manipulés. Ils en déduisent que la réglementation n'a imposé aucun cahier des charges ni aucune modélisation aux études de danger demandées.

En effet, pour définir le futur PPI, huit études ont été réalisées par la SNPE. La DRIRE a demandé à l'industriel d'étudier trois autres scénarii majorants, que l'industriel ne considère pas comme possibles. Les mesures contenues dans le PPI ne répondent donc pas à toutes les situations décrites par l'industriel. Les scénarii majorants n'ont pas l'objet de développement de la part de l'industriel ni d'une tierce expertise. Tout cela contribue à un flou et à des

incohérences entre des accidents envisagés et des périmètres hétérogènes. Ils sont d'autant plus perplexes que l'INERIS, dans son expertise relative aux études de danger des trois industriels du pôle chimique, donnait des ordres de grandeur de périmètres deux à trois fois supérieurs

Sur l'organisation des secours, le retour d'expérience présenté au cours d'une séance de la CLI par les principaux acteurs du secours ont mis en exergue un certain nombre de carences. Or, le projet PPI 2003 ne présente pas de mesures correctives à cet égard. Ils attendent par ailleurs d'autres retours d'expérience et notamment ceux des services municipaux, hospitaliers, de la DRIRE, de la DDE, du Rectorat, de la gendarmerie, des tiers associés, des médias, des exploitants et des salariés.....

Quant aux mesures d'information préventive des populations, tout en rappelant que le recensement de la population par catégorie reste à faire et que le nombre de personnes à informer est toujours inconnu, ils estiment qu'elle est réduite au minimum réglementaire (plaquettes et affiches mises à la disposition de la mairie). Le PPI ne fait pas mention de la nature des consignes diffusées sur ses supports alors que la catastrophe du 21 septembre a précisément mis en évidence l'absence totale de prise en compte par la population des consignes diffusées sur les plaquettes (se calfeutrer, ne pas téléphoner, ne pas encombrer les voies de circulation). Il note donc qu'aucune analyse de ces dysfonctionnements n'a été menée, ni même une évaluation de la portée des moyens d'informations.

En conclusion, le collectif reste persuadé que « les champs de réflexion nécessaires à une résolution en profondeur du problème des risques technologiques ne sont pas ouverts. L'industrie chimique en 2003 restes une menace pour les villes dans lesquelles elle est installée (risque d'accident, production de molécules dangereuses, toxiques et bio-accumulables, transport de matières dangereuses.....)

AVPRI, association des riverains

Tout en relevant l'absence de « résultats extraordinaires », Yves Favard estime que « les groupes de travail ont relativement bien fonctionné, dans une certaine transparence, et malgré des méfiances bien compréhensibles de part et d'autre ». Il souhaiterait à cet égard la présence d'un modérateur qui assurerait la continuité dans l'organisation des débats. Il regrette par ailleurs le manque de fluidité entre les plénières et les groupes de travail dont les réflexions ne sont pas exposées au cours des plénières. Il reconnaît enfin que la CLI est un endroit où l'on peut obtenir « de l'information et des explications de certains points ».

Stéphane Mirailles, secrétaire CHSCT SNPE et représentant CGT

« On gagnerait à avoir une réflexion sur le fonctionnement pour en optimiser les travaux. Le fonctionnement manque de cohérence et de règles claires ». Il note en outre un défaut d'organisation dans le secrétariat des groupes de travail, et notamment pour assurer la diffusion des comptes-rendu. Il souligne également un problème de définition du collège de riverains : « les quelques représentants des riverains sont-ils représentatifs des riverains ? ». Enfin, il regrette la présentation des retours d'expérience n'ait à aucun moment fait mention de celui du personnel interne d'intervention.

Yves Gendreau, direction Isochem

Le directeur d'Isochem juge globalement positive cette expérience même si elle a mobilisé en interne beaucoup de ressources et consommé de temps. Il s'engage néanmoins à poursuivre le travail d'information amorcé. Il reconnaît que la concertation n'est pas encore aisée. « Il y a des incohérences dans les textes qui éloignent les positions et divisent les camps, lesquels restent figées dans leurs positions ».

André Savall, président du SPPPI

Le président du SPPPI profite de l'occasion pour transmettre à l'assemblée le message qu'il a capté au forum inter-SPPPI qui vient d'avoir lieu dans le Nord et auquel participaient des personnalités du ministère de l'Ecologie et de la Direction de la prévention des risques. « Les décrets de la loi Bachelot sont en cours de rédaction et le Ministère reste très attentif aux suggestions qui contribueront à leur élaboration. Il attend donc des propositions. Il serait intéressant de communiquer ce bilan au Ministère pour qu'ils en tiennent compte dans l'écriture de la loi ».

Laurent Michel, Directeur de la DRIRE

Le directeur de la DRIRE se dit plutôt satisfait de la CLI, qui a permis dans un premier temps de renouer le dialogue, d'autant que les industriels, et notamment Isochem, ont joué le jeu. Il reconnaît néanmoins que la méfiance persiste et que la concertation n'est pas encore véritablement installée. L'information des membres de la CLI à propos de la sécurité du site chimique peut encore être améliorée. Concernant les travaux de la CLI, il fait observer que son périmètre de travail doit rester centré sur les problématiques qui lui ont été assignées et ne pas déborder sur trop de sujets au risque de diluer les problèmes. Aussi, il estime qu'elle doit désormais entrer dans une phase de production en préparant une campagne d'informations et un exercice. Reste également à étudier une articulation avec le SPPPI. Enfin, la CLI a permis de maintenir le lien entre administrations et d'échanger des informations. Quant au secrétariat et pour désamorcer certaines critiques, il rappelle que le fonctionnement d'une telle commission, avec son rythme soutenu de réunions consomme beaucoup de temps et des moyens et que la DRIRE est par ailleurs fort sollicitée. Bref, la DRIRE n'aura pas forcément les moyens pour suivre, a fortiori si ce type de commissions se multiplie dans la région, comme la loi le stipule.

Direction départementale des Affaires sanitaires et sociales

Elle tire de nombreux avantages de ce type de commission, qui lui permet de connaître les points de vue des différents acteurs et ainsi de remplir sa mission d'information des professionnels de la santé, et notamment du personnel et des malades de l'Hôpital Marchant, avides de précisions sur l'état d'avancement du dossier de reprise des activités sur le site et des mesures de prévention prises pour limiter les risques sanitaires liés à d'éventuels dysfonctionnements. Elle compte sur l'élaboration, à l'intention des riverains, d'une plaquette d'information qui ferait état de la situation actuelle de la plate-forme et notamment des avancées en matière de réduction des risques à la source.

Direction départementale du Travail

L'administration du travail est également assez satisfaite de sa participation à la CLI, qui lui a permis d'avoir accès à des informations émanant d'acteurs différents et donc d'enrichir sa connaissance du dossier. La CLI lui a également permis des prises de contacts plus régulières avec les acteurs de l'entreprise (direction comme des représentants du personnel) et ainsi de faire le point sur l'état d'avancement de certains sujets et notamment au niveau social. Concernant les travaux des groupes de travail, la direction département du travail, qui participait à la commission « risques industriels », estime que sa participation ne peut être limitée dans la mesure où les thèmes abordés ne relèvent pas directement de sa compétence. Intéressée par la question des CHSCT, elle regrette que, faute de temps, elle n'ait été abordée que partiellement mais reste disponible pour toute présentation sur les thèmes liés à la sous-traitance et à ses enjeux en termes de sécurité.

Direction régionale de l'environnement

La DIREN Midi-Pyrénées, qui a notamment pour mission d'organiser et de coordonner l'ensemble du dispositif de prévision et de suivi des crues sur le bassin de la Garonne, n'a pas d'observations particulières à formuler sur le fonctionnement de la CLI mais à quelques propositions à soumettre. Pour avoir à concevoir et à améliorer le système de surveillance sur l'ensemble du bassin de la Garonne, gérer les stations d'observations et réaliser l'annonce des crues sur le bassin supérieur de la Garonne, elle dispose d'une mine d'informations et de données historiques sur les crues et les zones inondables de la Garonne et de l'Ariège. Afin d'enrichir les travaux de la CLI, elle se propose de faire un exposé au cours d'une des prochaines séances sur l'inondabilité du pôle chimique Sud de Toulouse.

Jean Mahenc, président de la CLI

Pour sa part, Jean Mahenc entend clarifier certaines choses notamment au niveau du fonctionnement des groupes de travail « J'ai souhaité qu'ils soient composés des membres de la CLI et qu'ils travaillent en toute liberté et autonomie mais il me semble que certains groupes fonctionnent de façon occulte ». Jean Mahenc fait allusion au fait que certaines organisations ou personnes, non membres de la CLI, aient participé à certaines réunions. Pour éviter de tels débordements, il demande à ce que chaque collègue lui fasse parvenir une liste de leurs représentants et de leurs suppléants habilités à participer aux travaux de la commission. « Quand un groupe décide d'inviter quelqu'un, il faut que ce soit nommé par un représentant du groupe et que cette information soit transmise au secrétariat », souhaite-t-il. Concernant l'ordre du jour, et pour répondre à quelques mouvements d'humeur, le président rappelle qu'il avait souligné au cours des premières séances « que si un groupe était en mesure de présenter un texte consistant orientant l'ordre du jour, il serait totalement ouvert ».

DEBAT

Outre les demandes portant sur la diffusion des comptes-rendu et l'organisation du secrétariat (MC Dufresne, UD CFDT propose à ce propos que chaque collègue fasse connaître ses desiderata par rapport au fonctionnement souhaité), d'autres demandent à ce que les dossiers ouverts fassent l'objet d'un suivi. Ainsi, Yves Favard (AVPRI) aimerait connaître les suites des initiatives industrielles prises par Isochem pour remplacer le chlore par de l'eau de javel.

Jean Mahenc souscrit à cette demande et partage cette volonté de projection sur l'avenir. « Pour l'instant, nous nous sommes trop contentés de rendre compte de ce qui a été fait ou va se faire dans un avenir immédiat et beaucoup moins sur ce qui se fera ultérieurement ». Dans une même logique, Rose Frayssinet (Les Amis de la Terre) aimerait avoir le résultat des études demandées à l'industriel dans le cadre du nouvel arrêté préfectoral. Lucienne Réal (Comité de quartier Croix de Pierre) souhaite aborder le dossier des nuisances. Isabelle Delorme (direction environnement Isochem) se dit prête à refaire un point sur les avancées par rapport aux spécifications émises dans l'arrêté préfectoral. La DRIRE est également disposée à présenter ses remarques sur les études remises.

Au titre des points capitaux à aborder au sein de la CLI demeure l'information du public sur les risques. L'objectif étant de déterminer le meilleur mode de communication en sachant que le seul support papier ne suffit pas. Réunions publiques, campagnes d'affichage, cd-rom, création de lieux spécifiques d'information sur les risques.....le débat est ouvert

Yves Favard (AVPRI) indique que plusieurs séances ont déjà été consacrées à cette discussion. « Mais nous ne sommes pas des professionnels de la communication. Il faudrait se faire accompagner par des gens de métier pour analyser et déterminer les bons vecteurs de communication par rapport à nos cibles. Ensuite, l'exercice est la meilleure façon de s'assurer que les consignes aient été intégrées et comprises ».

A ce propos, *Lucienne Réal (Comité de quartier Croix de Pierre)* souligne que le SPPPI a déjà beaucoup travaillé sur ce thème et qu'il faudrait exploiter ce gisement.

Nicole Maire (adjoint environnement à la mairie de Toulouse), qui faisait partie du groupe de travail « information du public » au sein du SPPPI, indique que le travail était avancé. « Des plaquettes d'informations avaient été faites et sur le point d'être distribuées quand AZF a explosé ». La mairie, pour sa part, prépare sur l'agglomération toulousaine une grande campagne d'informations sur les risques naturels et technologiques existants à Toulouse. Elle propose en outre de se référer aux travaux de la sociologue Anne Lalo, qui a réalisé une enquête d'opinion sur l'explosion d'AZF. La représentante de la mairie de Toulouse propose de l'inviter à ce propos.

Rose Frayssinet (Les Amis de la terre) souligne par ailleurs qu'il faudrait étudier l'impact des campagnes d'information afin d'en évaluer leur efficacité.

Jeanne Meynadier (union des comités de quartier de l'agglomération toulousaine) soulève le problème de la diffusion tout en notant que bien souvent, les plaquettes d'information ne sont pas distribuées par négligence. Pour la représentante du collectif PJCININA (Plus jamais ça, ni ici ni ailleurs), il faut trouver une pluralité de diffusion et aussi mettre en pratique les consignes par le biais des exercices.

André Savall (président du SPPPI) propose « de mutualiser les expériences des SPPPI qui disposent d'un capital de travail sur le sujet. Il suffit ensuite d'adapter à nos spécificités. Nous sommes tous d'accord pour dire que diffuser sans retour est stérile et que la diffusion tous azimuts n'est pas forcément très efficace ». Il souligne à ce propos que le SPPPI de Lyon s'apprête à faire une étude d'impact de ces campagnes d'informations.

Yves Favard (AVPRI) va plus loin encore en proposant de benchmarker (utiliser les meilleures expériences en la matière) ce qui se fait ailleurs, notamment à l'étranger.

Jean Mahenc (président de la CLI) ajoute qu'il faudra également se poser la question des lieux d'affichage (préfectures, mairies annexes...) en émettant l'idée d'un lieu spécifique où tout un chacun pourrait venir consulter et s'informer sur les risques.

Enfin, la séance fut marquée par la visite du préfet qui, à peine en fonction, tenait à se présenter aux membres de la commission. Pour leur nouveau préfet, la CLI est un outil intéressant pour mêler les réflexions dans l'optique de trouver des voies de progrès. Il compte d'ailleurs beaucoup sur le travail de cette instance pour contribuer aux améliorations à apporter en terme de prévention et de sécurité industrielle. Pour avoir vécu les événements de Vaison-la-Romaine, il tenait par ailleurs à souligner à quel point il mesure l'ampleur du drame, sa dimension et ses conséquences. Un traumatisme qui a fortement marqué les esprits avenue de Ségur et qui a engendré de nombreuses réflexions qui ont alimenté la future loi, porteuse d'améliorations significatives, a-t-il assuré.

Les prochaines réunions plénières de la CLI auront lieu les 6 et 20 octobre 2003 et seront consacrées à la présentation du PPI, à l'actualité des sites industriels et à la réflexion sur un premier exercice PPI.